

Pour compléter le *Plan de promotion du commerce extérieur*, nous devons également formuler des stratégies d'ensemble par pays, pour des marchés étrangers clés, en guise de projet pilote, afin d'assurer l'utilisation la plus efficace possible des ressources gouvernementales limitées. Ces stratégies comprendront toute la gamme des politiques, instruments et programmes gouvernementaux. Elles uniront les efforts d'autres ministères fédéraux, des provinces et du secteur privé.

En ce qui concerne les questions liées au commerce international, le rôle du gouvernement est d'appuyer les efforts du milieu des affaires par des programmes d'expansion du commerce et par des initiatives de politique qui aident le secteur privé à tirer parti des débouchés offerts sur les marchés étrangers.

De fait, la politique commerciale et l'expansion du commerce représentent les deux côtés d'une seule et même médaille; l'une ne peut exister sans l'autre. L'une et l'autre restent vides de sens si elles ne s'accompagnent pas des efforts d'entreprises pour s'implanter sur de nouveaux marchés.

Aussi, nous devons continuer à oeuvrer de concert avec vous afin d'élargir la portée de nos partenariats de libre-échange et de tirer parti des débouchés ainsi créés. S'ajoutant aux réformes nationales visant à rehausser notre compétitivité à l'échelle internationale, cette démarche jette les bases d'une croissance soutenue et de la création d'emplois au Canada.

Si nous tournons les yeux vers l'avenir et songeons aux instruments dont les entreprises canadiennes ont besoin à titre d'aide supplémentaire dans la nouvelle économie mondiale, une réalité prépondérante s'impose à nous : la nécessité de concilier les réalités budgétaires canadiennes avec le besoin de demeurer compétitifs à l'échelle internationale.

J'irais même plus loin : si nous ne parvenons pas à prendre les mesures nécessaires sur le plan national – en matière de réduction de la dette, de réforme sociale et de restructuration du gouvernement – afin de relever la compétitivité du Canada, les accords commerciaux ou instruments d'expansion du commerce, quel que soit leur nombre, ne permettront pas de garantir l'avenir économique du Canada. Le budget de lundi prochain répondra à ce défi fondamental.

Merci.